



Communiqué de presse

L'Union Départementale CGT 34 condamne les propos tenus par Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur au sujet des subventions accordées à l'association LDH, Ligue des Droits de l'Homme. (Association de défense des libertés publiques et individuelles).

La LDH fondée en 1898, lors de l'affaire Dreyfus, est une des plus anciennes associations françaises.

La LDH défend les droits fondamentaux et participe à des observatoires citoyens qui permettent de documenter de manière objective les dispositifs mis en place lors des différentes manifestations.

Cela a été le cas lors de la manifestation à Sainte-Soline, les observateurs ont constaté l'entrave par les forces de l'ordre à l'intervention des secours pour une situation d'urgence médicale absolue. C'est ce que les observateurs ont signalé à la préfète des deux-Sèvres.

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin a été auditionné par l'Assemblée nationale, le 5 avril, concernant le maintien de l'ordre lors des manifestations à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres et a indiqué : *« Je ne connais pas la subvention donnée par l'Etat, mais cela mérite d'être regardé dans le cadre des actions qui ont pu être menées »*.

Cette déclaration est une attaque contre la démocratie et a provoqué l'indignation de nombreuses travailleuses et travailleurs et d'organisations syndicales et démocratiques. Le soutien apporté depuis par la première ministre confirme la dérive autoritaire, répressive et anti démocratique de ce pouvoir.

S'attaquer à la LDH, c'est s'attaquer au droit de manifester, s'attaquer à la liberté d'expression, s'attaquer à l'ensemble des associations et à la loi de 1901. Nous nous rappelons que la seule période où la LDH a été empêchée d'exercer son rôle, car dissoute, est sous le régime de Vichy.

L'Union Départementale CGT34 apporte tout son soutien à la LDH et à ses militant·e·s et demande au Président de la République de condamner publiquement l'intervention de Gérald Darmanin. Nous appelons l'ensemble des forces associatives, syndicales et politiques à réagir dans l'unité contre cette dérive dangereuse pour notre République.

Montpellier le 17 avril 2023